

Objet de la consultation :

**Réhabilitation d'une bibliothèque en cabinet paramédical**

Rue du 11 Novembre, SAINT-DONAN (22800)

Règlement de consultation  
(RC)

Date et heure limite de réception des offres :

**Vendredi 16 mai 2025 à 12h00**

## **ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR**

Représentant légal du Pouvoir adjudicateur :  
Baie d'Armor Aménagement  
Agissant au nom et pour le compte de la commune de Saint-Donan  
8 Quai Armez  
22000 SAINT-BRIEUC

## **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION**

Objet du marché : Réhabilitation d'une bibliothèque en cabinet paramédical

Lieu d'exécution : Rue du 11 Novembre, SAINT-DONAN (22800)

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 – Procédure de consultation**

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles en vigueur du Code de la Commande Publique.

### **3.2 - Décomposition en lots**

La consultation fait l'objet d'un découpage en 10 lots :

LOT N°01 - LOT RESERVE INSERTION

LOT N°02 - TERRASSEMENT-DÉMOLITION-GROS OEUVRE

LOT N°03 - RAVALEMENT-ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTÉRIEUR

LOT N°04 - MENUISERIES EXTÉRIEURES

LOT N°05 - DOUBLAGE-CLOISONS-MENUISERIES INTÉRIEURES

LOT N°06 - REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES

LOT N°07 - PEINTURE

LOT N°08 - ELECTRICITE CFO/CFA CHAUFFAGE

LOT N°09 - PLOMBERIE SANITAIRE / VENTILATION

LOT N°10 - SERRURERIE / MÉTALLERIE

L'attribution des lots se fera par marchés séparés. Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots, s'ils présentent, pour chaque lot, les capacités techniques, professionnelles et financières requises. Les candidats ne pourront pas présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles de leur être attribués.

Si l'entrepreneur répond sur plusieurs lots, il présentera un acte d'engagement et une décomposition du prix global forfaitaire par lot.

### **3.3 - Décomposition en tranches**

Sans objet

### **3.4 – Intervenants :**

#### **Maîtrise d'ouvrage**

BAIE D'ARMOR AMÉNAGEMENT  
8 Quai Armez  
22000 SAINT-BRIEUC  
Tel : 02.96.72.20.90

#### **Maître d'œuvre**

BATIM INGENIERIE  
1 Rue des Mimosas  
22190 Plérin  
Tel : 02 96 75 40 75

#### **Coordination SPS**

La mission SPS de Niveau 2 à été confié à

Laurent ROUGEAUX - société LRC  
6 impasse des Cévêts - 22410 PLOURHAN  
06 47 45 25 02 - laurent.rougeaux@lrcoordination.fr

### **3.5 - Variantes**

Si une variante est présentée, elle doit être accompagnée de l'offre de base.

Si des variantes sont proposées, elles doivent respecter les exigences minimales suivantes :

- Le délai d'exécution ne peut être augmenté
- Les modalités constructives suivantes ne pourront être modifiées : néant

Les variantes devront être présentées sur un acte d'engagement indiquant la mention "variante". En cas de modification d'un autre document contractuel, il devra être fourni avec l'acte d'engagement "variante". En cas de variante technique, un mémoire justificatif sera présenté.

### **3.6 – Options**

Voir CCTP

### **3.7 - Délais d'exécution**

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées au planning DCE.

### **3.8 - Modification de détail au dossier de consultation**

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **3.9 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### **3.10 - Forme juridique des groupements d'opérateurs économiques éventuels**

Sans objet.

## **ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation transmis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Lettre de candidature (DC1) et déclaration du candidat (DC2) ;
- Règlement de la Consultation ;
- Acte d'Engagement (par lot) ;
- Le CCTP ;
- Le CCAP ;
- Plans DCE ;
- Planning des travaux ;
- RICT

## **ARTICLE 5 – VISITE DES LIEUX**

**Les visites sont conseillées mais non obligatoires pour l'ensemble des lots.**

Les entreprises devront effectuer leurs demande de visite via la plateforme mégalis sur les créneaux suivants:

**Le mercredi 30 avril de 14h00 à 16h00**

**Le mardi 13 mai de 10h00 à 12h00**

L'entrepreneur devra, préalablement à l'établissement de son devis, prendre connaissance :

- de l'importance des travaux à effectuer,
- de l'état des lieux,
- de l'occupation du site,
- des conditions d'accès au chantier,
- des possibilités de stockage des matériaux,
- des conditions d'installation du matériel de chantier,
- des conditions d'alimentation en eau et en électricité,
- des conditions d'évacuation des déchets et gravois,

Le candidat déclarera avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.), et d'une façon générale, de toutes les conditions d'exécution des travaux qui lui sont demandées.

L'entrepreneur devra recueillir tous renseignements utiles auprès des services publics ou services à caractère public (services techniques municipaux, Enedis, Direction Départementale de l'Équipement, ...).

L'entreprise et ses éventuels co-traitants et sous-traitants seront réputés avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

## **ARTICLE 6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, **datées et signées** par eux :

### **7-2-1 Pièces de candidature**

- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé DC1). - Déclaration du candidat (imprimé DC2), indiquant notamment le chiffre d'affaires du candidat réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.
- L'attestation sur l'honneur datée et signée, certifiant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Le candidat a toutefois la possibilité de fournir directement les certificats délivrés par les organisations et organismes compétents.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet. - Les attestations d'assurances (responsabilité civile) en cours de validité.

En cas de groupements, chaque co-traitant devra fournir l'ensemble de ces pièces (exceptée la lettre de candidature DC 1 fournie par le mandataire).

### **7-2-2 Pièces de l'offre**

- L'**acte d'engagement** (AE) cadre ci-joint à compléter, parapher, dater et signer ; Que des sous-traitants soient désignés ou non par le marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ; Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre l'ensemble des pièces demandées à l'article 5-1 ci-dessus.

#### **NOTA :**

- Si l'entrepreneur répond sur plusieurs lots, il présentera un acte d'engagement et une décomposition du prix global forfaitaire par lot.
- La seule signature de l'acte d'engagement engage l'entreprise à accepter sans aucune modification le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- De même, la seule signature de l'acte d'engagement engage l'entreprise à accepter sans aucune modification le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) et l'ensemble des pièces graphiques. -
- Le **mémoire technique** du candidat ;

## **ARTICLE 8 – SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES**

### **8-1 – SÉLECTION DES CANDIDATURES**

Ne seront pas admises :

- les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article 55 IV du décret 2016-360 du 25/03/2016,
- les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 6-2-1 du

- présent règlement ;
- les candidats dont les capacités techniques, professionnelles et financières paraissent insuffisantes.

## **8-2 – JUGEMENT DES OFFRES**

Seront éliminées les offres non conformes au présent règlement de consultation, ainsi que les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables. Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du décret 2016-360 du 25/03/2016.

Les critères de jugement des offres, ci-dessous fixés avec leur coefficient de pondération, seront :

**- Prix. (70%).**

Pour ce critère la note maximale sera attribuée à l'offre la plus basse. Les autres offres seront notées proportionnellement à la meilleure note selon la formule suivante :

$$\frac{(\text{montant de l'offre la moins disante}) \times 70}{\text{montant de l'offre à noter}}$$

**- Valeur technique de l'offre (30%).**

Ce critère sera jugé sur la base du mémoire technique fourni par le candidat dans son offre selon le barème suivant :

**1) - Méthodologie d'intervention 10 points**

- présentation du personnel affecté (0 ou 3 points)
- présentation des moyens affectés (0 ou 3 points)
- l'organisation des travaux (0 ou 4 points)

**2) – Méthodologie liés à la sécurité et à la qualité 10 points**

- Les techniques mises en œuvre (0 ou 4 points)
- le contrôle qualité des prestations (0 ou 3 points)
- la sécurité du chantier (0 ou 3 points)

**3) – Gestion environnementale du chantier 10 points**

- réduction des consommations en eau et électricité (0 ou 3 points)
- réduction des déchets de chantier (0 ou 3 points)
- optimisation du chantier (0 ou 4 points)

## **8.3 - Négociation**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à une négociation écrite avec les candidats ayant remis une offre. Cependant, le maître d'ouvrage pourra juger que, compte-tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale. En cas de négociation, l'invitation à négocier se fera par l'envoi d'un courrier soit par télécopie, par voie postale ou par voie électronique. Le nombre minimum de candidats admis à négocier est fixé à trois (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres). La négociation portera sur les éléments de l'offre ainsi que sur le prix.

## **8-4 – Documents à fournir par le candidat retenu**

Les certificats fiscaux et sociaux attestant de la régularité de sa situation au titre de l'année 2020 seront remis par le candidat retenu dans un délai de 5 jours à compter de la demande présentée par le maître d'ouvrage, dans l'hypothèse où celui-ci aura fourni dans sa candidature la simple déclaration sur l'honneur

concernant le paiement des cotisations fiscales et sociales.

## **ARTICLE 9 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES**

Les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être transmis obligatoirement par voie électronique.

Les entreprises souhaitant se porter candidates doivent faire parvenir leur pli via la plateforme [www.tirvit.fr](http://www.tirvit.fr)

**NOTA** : *Les plis envoyés par e-mail ne seront pas acceptés.*

Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son numéro de SIRET et s'identifier.

**Liste des formats autorisés pour la transmission électronique des plis :**

- Word
- Excel
- Acrobat Reader (PDF)
- Formats de plans : Autocad et Acrobat Reader

## **ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront poser leur question via la plateforme mégalis au plus tard 7 jours avant la remise des offres.

## **ARTICLE 11 Marché réservé lot 1 - Conditions particulières d'exécutions des prestations -**

### **11.1 L'engagement d'insertion**

Le présent marché (lot 1), est un marché réservé par application des dispositions de l'article L.2113-14 du code de la commande publique qui prévoit qu'un acheteur peut réserver un même marché ou un même lot d'un marché à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-12 et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13.

- L'article L2113-13 concerne les marchés réservés pour les structures d'insertion par l'activité économique : « Des marchés publics ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés ».

Aux termes de l'article 13 du décret du 25 mars 2016, la proportion minimale de travailleurs défavorisés est fixée à 50%.

Il s'agit d'une nouvelle modalité d'achat socialement responsable proposée aux acheteurs publics qui peuvent solliciter directement des SIAE en leur réservant des marchés ou des lots.

- L'article L2113-12 Concerne les marchés réservés pour les structures du handicap « Des marchés publics ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnées à l'article L344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer d'activité professionnelle dans les conditions normales »

Si une partie des prestations est sous-traitée à d'autres entreprises, le titulaire du marché devra respecter la condition d'exécution relative à la clause d'insertion sociale par l'intermédiaire de ses sous-traitants.

En cours de marché, « le maître d'ouvrage » pourra demander tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion : nombre de personnes affectées, nombre d'heures effectuées , etc....

## **10.2 Évaluation de l'insertion**

### **– Justification de la démarche d'insertion**

Le titulaire s'engage à faire remonter tous les six mois, un document bilan présentant la démarche d'insertion. Ce document fera obligatoirement figurer le nombre d'heures réalisées par les salariés sur le site et les actions de formations. Le titulaire pourra y apporter toute autres informations justifiant de la démarche d'insertion.

### **- Évaluation de la démarche d'insertion**

Dans un souci de promotion et de communication de l'action d'insertion, le titulaire devra préparer un bilan et le transmettre au maître d'ouvrage dans le mois suivant la reconduction ou la fin du marché. Le bilan devra faire apparaître des éléments quantitatifs et qualitatifs sur la réalisation de l'engagement des entreprises attributaires (nombre d'heures effectivement consacrées à l'insertion et des difficultés rencontrées, etc...) et sur la situation des personnes en insertion (nombre de personnes ayant bénéficié de l'opération, situation en fin de chantier, etc...)